

# ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.

(signé)

Lino Saputo, Jr.  
Président et  
chef de la direction

(signé)

Louis-Philippe Carrière, CA  
Vice-président exécutif, finances et  
administration, et secrétaire

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE SAPUTO INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo Inc. aux 31 mars 2005 et 2004 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2005 et 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé)

Deloitte & Touche s.r.l.  
Comptables agréés  
Laval, Québec  
Le 27 mai 2005

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action)	2005	2004
<b>Revenus</b>	3 883 069 \$	3 570 190 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	3 475 310	3 166 933
<b>Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices</b>	407 759	403 257
Amortissement des immobilisations (note 3)	66 065	66 038
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	341 694	337 219
Intérêts de la dette à long terme	28 026	34 792
Autres intérêts (note 11)	1 064	1 218
<b>Bénéfice, compte non tenu des impôts sur les bénéfices</b>	312 604	301 209
Impôts sur les bénéfices (note 12)	80 459	88 844
<b>Bénéfice net</b>	232 145 \$	212 365 \$
<b>Résultats par action (note 13)</b>		
Bénéfice net		
De base	2,23 \$	2,05 \$
Dilué	2,20 \$	2,03 \$

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2005	2004
<b>Bénéfices non répartis au début de l'exercice</b>	711 371 \$	546 667 \$
Bénéfice net	232 145	212 365
Dividendes	(59 462)	(47 661)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	884 054 \$	711 371 \$

# BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars (en milliers de dollars)	2005	2004
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	41 477 \$	7 874 \$
Débiteurs	299 828	287 012
Stocks	452 814	420 660
Impôts à recevoir	14 381	9 348
Impôts futurs	10 711	14 877
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	16 795	13 838
	836 006	753 609
Placement de portefeuille (note 2)	53 991	53 991
Immobilisations (note 3)	648 584	661 183
Écarts d'acquisition (note 4)	507 200	524 856
Marques de commerce (note 4)	24 054	26 076
Autres éléments d'actif (note 5)	53 437	46 422
Impôts futurs	9 800	3 411
	2 133 072 \$	2 069 548 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 6)	15 083 \$	82 367 \$
Créditeurs et charges à payer	291 197	295 124
Impôts à payer	67 438	26 020
Impôts futurs	9 653	8 927
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	-	43 969
	383 371	456 407
Dette à long terme (note 7)	302 521	327 942
Autres éléments de passif (note 8)	19 139	13 941
Impôts futurs	112 191	114 429
	817 222	912 719
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 9)	483 896	469 262
Surplus d'apport (note 10)	8 095	4 411
Bénéfices non répartis	884 054	711 371
Écart de conversion de devises étrangères	(60 195)	(28 215)
	1 315 850	1 156 829
	2 133 072 \$	2 069 548 \$

Au nom du conseil

(signé)

**Lino Saputo**, administrateur

(signé)

**Louis A. Tanguay**, administrateur

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

	2005	2004
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>		
<b>Exploitation</b>		
Bénéfice net	232 145 \$	212 365 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Rémunération à base d'actions	4 774	2 936
Amortissement des immobilisations	66 065	66 038
Gain sur disposition d'immobilisations	(2 576)	(680)
Impôts futurs	4 860	20 630
	305 268	301 289
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(28 783)	(13 717)
	276 485	287 572
<b>Investissement</b>		
Acquisition d'entreprises (note 14)	-	(99 994)
Placement de portefeuille	-	2 000
Ajouts aux immobilisations	(81 786)	(90 446)
Produits de disposition d'immobilisations	5 441	5 926
Autres éléments d'actif	(7 278)	(4 677)
	(83 623)	(187 191)
<b>Financement</b>		
Emprunts bancaires	(68 844)	63 945
Remboursement de la dette à long terme	(43 965)	(110 099)
Émission de capital-actions pour une contrepartie en espèces	13 544	4 931
Avantages sociaux futurs	442	4
Dividendes	(59 462)	(47 661)
	(158 285)	(88 880)
<b>Augmentation de la trésorerie</b>	34 577	11 501
<b>Incidences des écarts de taux de change sur la trésorerie</b>	(974)	(2 391)
<b>Encaisse (découvert bancaire) au début de l'exercice</b>	7 874	(1 236)
<b>Encaisse à la fin de l'exercice</b>	41 477 \$	7 874 \$
<b>Information complémentaire</b>		
Intérêts payés	27 565 \$	33 889 \$
Impôts sur les bénéfices payés	37 896 \$	70 095 \$

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars

(les montants présentés sous forme de tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les options)

## 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus utilisés au Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

### Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit procéder à des estimations telles que la vie utile et l'amortissement des immobilisations, l'évaluation des écarts d'acquisition, des placements de portefeuille, des marques de commerce et des impôts futurs ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées afin de déterminer le coût des régimes de retraite à prestations déterminées, les obligations au titre des prestations de retraite constituées et l'actif des régimes de retraite et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

### États financiers consolidés

Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. La participation dans une coentreprise (note 14) qui est sous contrôle conjoint est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

### Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

### Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où ces écarts se résorberont. Les actifs d'impôts futurs ne sont reconnus que dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur les durées suivantes ou en utilisant les méthodes suivantes :

Bâtisses	20 ans à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 ans à 15 ans
Matériel roulant	5 ans à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

### Écarts d'acquisition et marques de commerce

Les écarts d'acquisition et marques de commerce ne sont pas amortis mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. La valeur comptable des écarts d'acquisition et marques de commerce est comparée à leur juste valeur et toute baisse de valeur, s'il en existe, est imputée aux résultats.

## 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu des actifs des régimes, de l'augmentation de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé aux résultats dans l'exercice courant. Conformément aux principes comptables généralement reconnus, le coût des services passés ainsi que l'excédent des gains ou pertes actuariels nets des régimes à prestations déterminées sur 10 % du plus élevé des obligations au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif des régimes sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de service des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes. La Société utilise une valeur de l'actif lissée sur cinq ans afin de déterminer le coût des régimes. Au 1<sup>er</sup> janvier 2000, la Société a adopté, sur une base prospective, les nouvelles normes comptables sur les avantages sociaux futurs. Elle amortit, selon la méthode linéaire, le solde de l'obligation transitoire sur la durée résiduelle moyenne d'activité prévue des salariés de chacun des régimes au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

### Constatation des revenus

La Société constate ses revenus, net des incitatifs à la vente, au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients.

### Conversion de devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis et en Argentine ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels au cours des exercices. L'écart de conversion de devises étrangères, présenté dans les capitaux propres, représente le cumul des gains ou pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis et en Argentine. La variation de l'écart de conversion de devises étrangères au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2005 résulte principalement de l'augmentation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises étrangères ont été convertis en utilisant les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et dépenses, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actif et de passif monétaires. Le gain ou la perte sur change résultant de ces conversions est inclus à l'état des résultats.

	2005	2004
Gain de change	562 \$	315 \$

### Rémunération à base d'actions

La méthode de la juste valeur est utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés ainsi que la rémunération correspondante enregistrée comme surplus d'apport sont créditées au capital-actions.

### Nouvelles normes comptables

La Société a appliqué à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003 les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) ayant trait à la « sortie d'actifs à long terme et l'abandon d'activités » qui définissent des normes de constatation, de mesure, de présentation et de divulgation d'information applicables à la sortie d'actifs à long terme et l'abandon d'activités. Cette nouvelle norme a été appliquée de façon prospective. (Voir la note 3 pour la divulgation requise)

## 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

La Société a adopté en date du 1<sup>er</sup> avril 2004 les nouvelles recommandations suivantes de l'ICCA : « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » qui exige la constatation des obligations juridiques, qu'elles soient d'origine légale, réglementaire, contractuelle ou autre, normalement lorsque ces obligations prennent naissance ; « Relations de couverture » qui précise les circonstances dans lesquelles la comptabilité de couverture est appropriée, et elle traite notamment de l'identification, de la documentation, de la désignation et de l'efficacité de la comptabilité de couverture, ainsi que la cessation de la comptabilité de couverture ; « Les avantages sociaux futurs » qui oblige à fournir de l'information supplémentaire pour les états financiers annuels et trimestriels. Ces nouvelles recommandations n'ont eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a appliqué, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant la « comptabilisation par un client de certaines contreparties reçues d'un fournisseur », qui fournit des directives sur la façon dont un client qui achète des produits d'un fournisseur devrait comptabiliser la contrepartie en espèces reçue du fournisseur. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a appliqué, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les nouvelles recommandations de l'ICCA concernant la « consolidation des entités à détenteurs de droits variables », qui requiert que les entreprises déterminent les entités à détenteurs de droits variables dans lesquelles elles détiennent des droits, de manière à établir si elles en sont le principal bénéficiaire et si ces entités doivent par conséquent être consolidées. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

## 2. PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

	2005	2004
Participation en actions de 21% dans Dare Holdings Ltd.	53 991 \$	53 991 \$

Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût et est réduit de l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats cumulés. Aucun dividende n'a été reçu au cours de l'exercice 2005 alors que des dividendes d'une somme de 2 000 000 \$ ont été reçus en 2004 et comptabilisés en diminution du coût du placement.

## 3. IMMOBILISATIONS

	2005			2004		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrains	27 872 \$	- \$	27 872 \$	33 932 \$	- \$	33 932 \$
Bâtisses	246 887	53 657	193 230	253 394	56 013	197 381
Mobilier, machinerie et équipement	707 965	290 014	417 951	677 945	258 036	419 909
Matériel roulant	11 817	5 378	6 439	10 714	4 375	6 339
Destinées à la vente	3 092	-	3 092	3 622	-	3 622
	997 633 \$	349 049 \$	648 584 \$	979 607 \$	318 424 \$	661 183 \$

Au cours de l'exercice, un gain sur disposition d'immobilisations destinées à la vente de 2 576 000 \$ a été comptabilisé dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration. Ces actifs sont relatifs aux activités du secteur de produits laitiers canadien.

Au cours de l'exercice, une dévaluation à la juste valeur de 6 000 000 \$ a été comptabilisée pour certaines pièces de machinerie et d'équipement. Cette charge est comprise dans l'amortissement des immobilisations.

Les immobilisations destinées à la vente sont principalement constituées de machinerie et équipement et de bâtisses du secteur canadien des produits laitiers qui seront vendus en raison de la fermeture de certaines usines. Une dévaluation à la juste valeur de ces immobilisations d'un montant de 1 000 000 \$ a été comptabilisée en 2004. Cette charge est comprise dans l'amortissement des immobilisations.

La valeur nette comptable des immobilisations en cours de construction, qui ne font pas l'objet d'un amortissement, totalisait 47 921 000 \$ au 31 mars 2005 (71 030 000 \$ au 31 mars 2004).

#### 4. ÉCARTS D'ACQUISITION ET MARQUES DE COMMERCE

	2005			2004		
	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total
<b>Écarts d'acquisition</b>						
Solde au début de l'exercice	360 343 \$	164 513 \$	524 856 \$	386 117 \$	164 513 \$	550 630 \$
Écart de conversion de devises étrangères	(17 656)		(17 656)	(27 123)	-	(27 123)
Acquisition d'entreprises (note 14)	-		-	1 349	-	1 349
Solde à la fin de l'exercice	342 687 \$	164 513 \$	507 200 \$	360 343 \$	164 513 \$	524 856 \$
<b>Marques de commerce</b>						
Solde au début de l'exercice	26 076 \$	- \$	26 076 \$	- \$	- \$	- \$
Acquisition d'entreprises (note 14)	-	-	-	27 330	-	27 330
Écart de conversion de devises étrangères	(2 022)	-	(2 022)	(1 254)	-	(1 254)
Solde à la fin de l'exercice	24 054 \$	- \$	24 054 \$	26 076 \$	- \$	26 076 \$

#### 5. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2005	2004
Actif net au titre de prestations des régimes de retraite (note 15)	45 505 \$	37 517 \$
Autres	7 932	8 905
	53 437 \$	46 422 \$

#### 6. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts de banque d'un montant maximum d'environ 234 000 000 \$. Ces emprunts de banque sont disponibles en dollars canadiens ou l'équivalent en d'autres devises et portent intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 0,6 %, ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majoré de 0,55 % jusqu'à un maximum de 1,6 %, en fonction du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société.

#### 7. DETTE À LONG TERME

	2005	2004
Emprunt à terme bancaire, remboursé au cours de l'exercice	- \$	43 870 \$
Effets de premier rang		
7,97 %, échéant en novembre 2006 (30 000 000 \$ US)	36 288	39 339
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	205 632	222 921
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	60 480	65 565
Autres emprunts, remboursables jusqu'en 2008	121	216
	302 521	371 911
Tranche échéant à moins d'un an	-	43 969
	302 521 \$	327 942 \$

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2006	- \$
2007	36 388
2008	21
2009	-
2010	205 632
2011 et exercices subséquents	60 480
	302 521 \$

## 8. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2005	2004
Avantages sociaux futurs (note 15)	14 383 \$	13 941 \$
Autres	4 756	-
	19 139 \$	13 941 \$

## 9. CAPITAL-ACTIONS

### Autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

	2005	2004
<b>Émis</b>		
104 527 282 actions ordinaires (103 777 730 en 2004)	483 896 \$	469 262 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2005, 749 552 actions ordinaires (317 725 en 2004) ont été émises pour un montant de 13 544 000 \$ (4 931 000 \$ en 2004) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1<sup>er</sup> avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme étant une augmentation du surplus d'apport a été transféré aux capital-actions à la suite de la levée d'options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005, le montant transféré au surplus d'apport s'élève à 1 090 000 \$.

### Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 14 000 000 d'actions. Le prix de levée de chaque option correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation en fin d'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	2005		2004	
		Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
1998	8,50 \$	77 420	8,50 \$	125 249	8,50 \$
1999	de 16,13 à 18,75 \$	160 602	18,34 \$	226 180	18,28 \$
2000	19,70 \$	272 403	19,70 \$	400 164	19,70 \$
2001	13,50 \$	582 608	13,50 \$	793 069	13,50 \$
2002	de 19,00 à 23,00 \$	814 073	19,09 \$	994 783	19,13 \$
2003	30,35 \$	815 518	30,35 \$	891 072	30,35 \$
2004	22,50 \$	1 174 625	22,50 \$	1 315 063	22,50 \$
2005	33,05 \$	900 666	33,05 \$	-	-
		4 797 915	23,62 \$	4 745 580	20,96 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice		1 778 646	19,71 \$	1 566 785	18,12 \$

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	2005		2004	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	4 745 580	20,96 \$	3 784 944	19,99 \$
Options octroyées	984 055	33,05 \$	1 338 396	22,50 \$
Options levées	(749 552)	18,07 \$	(317 725)	15,52 \$
Options annulées	(182 168)	28,01 \$	(60 035)	23,31 \$
Solde à la fin de l'exercice	4 797 915	23,62 \$	4 745 580	20,96 \$

## 9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à 9,86 \$ par option (6,31 \$ en 2004) en utilisant le modèle d'évaluation des options Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2005	2004
Taux d'intérêt sans risque :	3,5%	4,9%
Durée prévue des options :	6½ ans	7½ ans
Volatilité :	28%	27%
Taux de dividendes :	1,8%	1,7%

Le prix de levée de ces options est de 33,05 \$ (22,50 \$ en 2004), ce qui correspond au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'octroi.

Une charge de rémunération au montant de 4 744 000 \$ (4 173 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2005 et 2 936 000 \$ (2 571 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2004.

L'effet de cette charge sur le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action est de 0,04 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2005 et de 0,025 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2004.

Des options visant l'acquisition de 914 952 actions ordinaires à un prix de 36,15 \$ ont également été octroyées le 1<sup>er</sup> avril 2005.

### Régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> avril 2004, tous les administrateurs éligibles de la Société ont reçu un nombre fixe d'unités d'actions différées qui ont été octroyées sur une base trimestrielle, conformément au régime d'unités d'actions différées. Les administrateurs ont le choix de recevoir une somme en argent ou des unités d'actions différées comme rémunération. Le nombre d'unités émises à chaque administrateur est basé sur la valeur au marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Après le départ des administrateurs de leurs fonctions, un paiement en argent égal à la valeur au marché des unités d'actions différées cumulées sera déboursé. Le nombre d'unités émises à chaque année, multiplié par la valeur au marché des actions ordinaires de la Société en date de fin d'exercice, est comptabilisé comme dépense par la Société. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005, la dépense comptabilisée pour les unités d'actions différées a été de 488 000 \$.

## 10. SURPLUS D'APPORT

	2005	2004
Surplus d'apport au début de l'exercice	4 411 \$	1 475 \$
Rémunération à base d'actions	4 774	2 936
Montant transféré au capital-actions	(1 090)	-
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	8 095 \$	4 411 \$

## 11. AUTRES INTÉRÊTS

	2005	2004
Frais	1 568 \$	1 586 \$
Revenus	(504)	(368)
	1 064 \$	1 218 \$

## 12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2005	2004
Impôts exigibles	75 599 \$	68 214 \$
Impôts futurs	4 860	20 630
	80 459 \$	88 844 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, à la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2005	2004
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	97 212 \$	101 454 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Crédit pour fabrication et transformation	(1 453)	(4 483)
Incidence du taux d'imposition de filiales américaines	4 593	4 442
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(3 816)	(1)
Utilisation d'un avantage fiscal non comptabilisé dans le passé	(2 381)	(3 501)
Bénéfice résultant du placement dans des filiales	(9 118)	(9 819)
Autres éléments	(4 578)	752
Charge d'impôts sur les bénéfices	80 459 \$	88 844 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2005	2004
<b>Actif d'impôts futurs</b>		
Créditeurs et charges à payer	5 088 \$	5 773 \$
Pertes fiscales	5 639	2 915
Autres éléments	3 634	2 306
	14 361 \$	10 994 \$
<b>Passif d'impôts futurs</b>		
Stocks	7 350 \$	6 680 \$
Immobilisations	95 677	94 624
Actif net des régimes de retraite	4 979	7 259
Autres éléments d'actif	1 463	993
Placement de portefeuille	6 225	6 506
	115 694 \$	116 062 \$
<b>Présentés dans les états financiers à titre de :</b>		
Actif d'impôts futurs à court terme	10,711 \$	14 877 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	9,800	3 411
Passif d'impôts futurs à court terme	(9,653)	(8 927)
Passif d'impôts futurs à long terme	(112,191)	(114 429)
Passif d'impôts futurs - net	(101,333)\$	(105 068)\$

### Avantages fiscaux latents

En date du 31 mars 2005, la Société a des pertes fiscales d'un montant d'environ 60 857 000 \$ qui peuvent être utilisées afin de réduire les revenus imposables futurs de ses filiales en Argentine. Les économies d'impôts découlant de ces pertes n'ont pas été comptabilisées. Ces pertes viennent à échéance comme suit :

2006	898 000 \$
2007	3 037 000 \$
2008	48 615 000 \$
2009	8 307 000 \$

### 13. RÉSULTATS PAR ACTION

---

Le bénéfice de base par action a été calculé en utilisant la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation au cours de chacun des exercices, soit 104 257 660 actions en 2005 (103 589 621 en 2004).

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2005 a été calculé en utilisant 105 698 700 (104 817 272 en 2004) actions ordinaires, en utilisant la méthode du rachat d'actions.

### 14. ACQUISITION D'ENTREPRISES

---

La Société a acquis le 1<sup>er</sup> mai 2003 une participation en actions votantes de 51 % dans Gallo Protein 2003, LLC (une coentreprise) pour une contrepartie en espèces de 3 546 000 \$ et a également acquis le 23 mai 2003 les activités commerciales relatives aux marques de commerce Treasure Cave et Nauvoo pour une contrepartie en espèces de 36 510 000 \$. La juste valeur attribuée aux éléments d'actif net acquis de Gallo Protein est de 812 000 \$ pour le fonds de roulement, 1 385 000 \$ pour les immobilisations et 1 349 000 \$ pour les écarts d'acquisition. La juste valeur attribuée à l'actif net acquis relative aux activités commerciales des marques de commerce Treasure Cave et Nauvoo est de 5 361 000 \$ pour le fonds de roulement, 3 819 000 \$ pour les immobilisations et 27 330 000 \$ pour les marques de commerce. Gallo Protein 2003, LLC exploite aux États-Unis et fabrique et distribue de l'isolat de protéines de lactosérum et des produits provenant du concentré de protéines de lactosérum. Les activités commerciales relatives aux marques de commerce Treasure Cave et Nauvoo se rapportent à la fabrication et la commercialisation de fromages bleus aux États-Unis.

Le 28 novembre 2003, la Société a acquis 100 % des actions votantes de Molfino Hermanos S.A. (Molfino). Molfino est un fabricant de fromages et de produits laitiers œuvrant en Argentine. Le coût d'acquisition total de Molfino a été de 66 162 000 \$ comprenant de l'encaisse de 4 395 000 \$ et des coûts d'acquisition de 1 829 000 \$ pour une contrepartie nette en espèces payée de 59 938 000 \$. La juste valeur attribuée aux éléments d'actif net acquis est de 40 092 000 \$ pour les immobilisations, 2 166 000 \$ pour d'autres éléments d'actif et le solde de 19 509 000 \$ pour le fonds de roulement. Les résultats d'exploitation de Molfino sont compris dans les résultats du secteur des produits laitiers Canada et autres.

### 15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

---

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que certains avantages (autres régimes) comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

Les dispositions des régimes à prestations déterminées sont fondées sur le nombre d'années de service et soit sur le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire carrière. Une partie des cotisations est assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société, établie suivant les conseils d'actuaire indépendants. Des évaluations actuarielles ont été effectuées en date de décembre 2002 et 2003. La date de mesure des actifs et passifs des régimes de retraite est le 31 décembre.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle ouvrant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions de sociétés canadiennes et étrangères, de fonds communs ainsi que de titres à revenus fixes.

## 15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

### Situation financière des régimes

	2005		2004	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes
<b>Évolution des obligations découlant des régimes</b>				
Obligations découlant des régimes au début de l'exercice	165 460 \$	17 614 \$	154 890 \$	20 683 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	5 214	680	4 188	914
Frais d'intérêts	10 099	1 173	10 187	1 216
Prestations versées	(12 962)	(1 175)	(11 767)	(1 172)
Pertes actuarielles (gains actuariels)	8 085	3 013	8 295	(826)
Modifications des régimes et scissions	-	205	-	(2 049)
Gain à la conversion de devises	(261)	(924)	(333)	(1 152)
Obligations découlant des régimes à la fin de l'exercice	175 635	20 586	165 460	17 614
<b>Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes</b>				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	152 730	-	142 145	-
Rendement de l'actif des régimes	13 584	-	15 914	-
Cotisations de l'employeur	9 175	1 046	5 548	1 061
Cotisations des employés	1 170	129	1 129	111
Prestations versées	(12 962)	(1 175)	(11 767)	(1 172)
Perte à la conversion de devises	(210)	-	(239)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	163 487	-	152 730	-
<b>Déficit</b>				
Pertes actuarielles non amorties	66 461	4 561	60 797	2 260
Coût non amorti des services passés	680	35	761	(344)
Ajustement requis pour reconnaître les obligations	14	-	-	-
Obligation transitoire non amortie	(11 059)	1 561	(12 215)	1 757
Actif (passif) à la date de mesure	43 948	(14 429)	36 613	(13 941)
Cotisations de l'employeur entre la date de mesure et la fin de l'exercice	1 557	46	904	-
<b>Actif (passif) net comptabilisé au bilan</b>	<b>45 505 \$</b>	<b>(14 383)\$</b>	<b>37 517 \$</b>	<b>(13 941)\$</b>

Tous les régimes de retraite à prestations déterminées présentent des obligations découlant des régimes supérieures à l'actif net des régimes.

## 15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

### Charge au titre des régimes d'avantages sociaux

	2005		2004	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
<b>Régimes à prestations déterminées</b>				
Coût des services courants de l'employeur	4 044 \$	550 \$	3 058 \$	584 \$
Frais d'intérêts	10 099	1 173	10 187	1 216
Rendement réel des actifs des régimes	(13 584)	-	(15 914)	-
Pertes actuarielles (gains actuariels)	8 085	3 013	8 295	(826)
Modifications des régimes	-	205	-	-
Compression et règlements des régimes	70	-	(1 146)	(2 049)
Coût avant ajustements, en tenant compte de la nature à long terme de ce coût	8 714	4 941	4 480	(1 075)
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes	175	-	2 392	-
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications des régimes pour l'exercice	78	(109)	91	1 999
Écart entre les pertes actuarielles réelles et constatées des obligations découlant des régimes	(5 995)	(2 779)	(7 614)	521
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 155)	196	(1 156)	377
<b>Charge constatée des régimes à prestations déterminées</b>	<b>1 817</b>	<b>2 249</b>	<b>(1 807)</b>	<b>1 822</b>
<b>Régimes à cotisations déterminées</b>	<b>10 278</b>	<b>-</b>	<b>8 712</b>	<b>-</b>
<b>Charge totale au titre des régimes</b>	<b>12 095 \$</b>	<b>2 249 \$</b>	<b>6 905 \$</b>	<b>1 822 \$</b>

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005, la charge totale de l'employeur au titre des régimes d'avantages sociaux futurs a été de 14 344 000 \$ (8 727 000 \$ en 2004) et la cotisation totale versée par l'employeur a été de 20 499 000 \$ (15 321 000 \$ en 2004).

<b>Moyenne pondérée des hypothèses</b>				
Pour calculer l'obligation découlant des régimes à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation des obligations	6,00%	6,00%	6,25%	6,25%
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
Pour calculer la charge au titre des régimes à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation des obligations	6,25%	6,25%	6,75%	6,75%
Taux de rendement prévu à long terme de l'actif des régimes	7,90%	S/0	7,90%	S/0
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts reliés à l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires a été fixé entre 5,5% et 7% pour l'exercice 2006 et selon les hypothèses retenues, ces taux devraient diminuer graduellement pour atteindre 5% en 2010. En comparaison, lors de l'exercice précédent, ce taux a été fixé entre 5,5% et 7% pour l'exercice 2005 et selon les hypothèses retenues ces taux diminuaient pour atteindre 5,3% en 2007.

## 16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et des véhicules. Les loyers minimums exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit:

2006	9 886 \$
2007	8 322
2008	6 113
2009	5 066
2010	4 064
Exercices subséquents	5 424
	38 875 \$

La Société est défenderesse à certaines réclamations dans le cours normal de l'exercice de ses activités. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations n'aura aucune incidence significative sur ses résultats ou sa situation financière.

De temps à autre, la Société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et des contrats de location et dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, lesquelles ententes, de par leur nature, peuvent fournir des indemnités à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des ruptures de représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains éléments de passif, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces indemnités sont de durées variées. Étant donné la nature de ces indemnités, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser conformément à ces ententes.

## 17. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUES

### a) Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des emprunts bancaires, et des créiteurs et charges à payer correspondent à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée en actualisant les flux de trésorerie prévus en utilisant des taux dont la Société pourrait se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, totalise 345 285 000 \$ (445 133 000 \$ en 2004).

### b) Risque de crédit

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et les états financiers tiennent compte des provisions pour pertes. La Société n'a pas de concentration de crédit.

### c) Risque lié aux taux d'intérêt

Les facilités de crédit à court terme de la Société portent intérêts à des taux variables.

Pour se protéger contre les augmentations de taux d'intérêt, la Société conclut à l'occasion des contrats de swap de taux d'intérêt. Au 31 mars 2005, la Société n'a pas des contrats de swap de taux d'intérêt en vigueur.

### d) Risque de change

Dans le cadre de ses opérations canadiennes, la Société effectue certaines transactions en devises étrangères. La Société gère le risque lié aux fluctuations de taux de change et conclut à l'occasion certains contrats de change. Les engagements de la Société en vertu de contrats de change en cours en date du bilan visaient l'achat de 1 200 000 euros.

La Société réalise approximativement 34% et 4% de son chiffre d'affaires aux États-Unis et Argentine, respectivement, et est donc exposée à la fluctuation de devises.

Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent une protection économique naturelle contre le risque de change lié aux dettes exprimées en dollars américains.

### e) Risque de prix de marchandises

La Société conclut à l'occasion certains contrats à terme pour se protéger des fluctuations de prix de certaines marchandises. Les contrats en vigueur en date du bilan avaient une juste valeur de 900 000 \$.

## 18. INFORMATION SECTORIELLE

Le secteur des produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromages et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, en Argentine et aux États-Unis.

Le secteur des produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de commercialisation de petits gâteaux. L'actif total du secteur des produits d'épicerie comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont administrés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

### Information par secteur d'activité

	2005			2004		
	Canada et autres	États-Unis	Total	Canada et autres	États-Unis	Total
<b>Revenus</b>						
Produits laitiers	2 415 541 \$	1 308 735 \$	3 724 276 \$	2 161 852 \$	1 240 954 \$	3 402 806 \$
Produits d'épicerie	158 793	-	158 793	167 384	-	167 384
	<b>2 574 334 \$</b>	<b>1 308 735 \$</b>	<b>3 883 069 \$</b>	<b>2 329 236 \$</b>	<b>1 240 954 \$</b>	<b>3 570 190 \$</b>
<b>Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices</b>						
Produits laitiers	244 161 \$	137 043 \$	381 204 \$	209 855 \$	160 887 \$	370 742 \$
Produits d'épicerie	26 555	-	26 555	32 515	-	32 515
	<b>270 716 \$</b>	<b>137 043 \$</b>	<b>407 759 \$</b>	<b>242 370 \$</b>	<b>160 887 \$</b>	<b>403 257 \$</b>
<b>Amortissement des immobilisations</b>						
Produits laitiers	29 743 \$	31 175 \$	60 918 \$	29 854 \$	31 550 \$	61 404 \$
Produits d'épicerie	5 147	-	5 147	4 634	-	4 634
	<b>34 890 \$</b>	<b>31 175 \$</b>	<b>66 065 \$</b>	<b>34 488 \$</b>	<b>31 550 \$</b>	<b>66 038 \$</b>
<b>Bénéfice d'exploitation</b>						
Produits laitiers	214 418 \$	105 868 \$	320 286 \$	180 001 \$	129 337 \$	309 338 \$
Produits d'épicerie	21 408	-	21 408	27 881	-	27 881
	<b>235 826 \$</b>	<b>105 868 \$</b>	<b>341 694</b>	<b>207 882 \$</b>	<b>129 337 \$</b>	<b>337 219</b>
<b>Intérêts</b>			29 090			36 010
<b>Bénéfice compte non tenu des impôts sur les bénéfices</b>			312 604			301 209
<b>Impôts sur les bénéfices</b>			80 459			88 844
<b>Bénéfice net</b>			<b>232 145 \$</b>			<b>212 365 \$</b>

## 18. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

### Information géographique

	2005				2004			
	Canada	Argentine	États-Unis	Total	Canada	Argentine	États-Unis	Total
<b>Revenus</b>								
Produits laitiers	2 265 277 \$	150 264 \$	1 308 735 \$	3 724 276 \$	2 117 390 \$	44 462 \$	1 240 954 \$	3 402 806 \$
Produits d'épicerie	158 793	-	-	158 793	167 384	-	-	167 384
	2 424 070 \$	150 264 \$	1 308 735 \$	3 883 069 \$	2 284 774 \$	44 462 \$	1 240 954 \$	3 570 190 \$
<b>Éléments d'actif</b>								
Produits laitiers	1 017 031 \$	100 696 \$	716 395 \$	1 834 122 \$	932 552 \$	89 138 \$	756 236 \$	1 777 926 \$
Produits d'épicerie	298 950	-	-	298 950	291 622	-	-	291 622
	1 315 981 \$	100 696 \$	716 395 \$	2 133 072 \$	1 224 174 \$	89 138 \$	756 236 \$	2 069 548 \$
<b>Immobilisations à la valeur nette</b>								
Produits laitiers	315 260 \$	51 601 \$	240 984 \$	607 845 \$	305 134 \$	41 805 \$	274 368 \$	621 307 \$
Produits d'épicerie	40 739	-	-	40 739	39 876	-	-	39 876
	355 999 \$	51 601 \$	240 984 \$	648 584 \$	345 010 \$	41 805 \$	274 368 \$	661 183 \$
<b>Ajouts aux immobilisations</b>								
Produits laitiers	38 856 \$	18 134 \$	18 786 \$	75 776 \$	63 713 \$	315 \$	21 295 \$	85 323 \$
Produits d'épicerie	6 010	-	-	6 010	5 123	-	-	5 123
	44 866 \$	18 134 \$	18 786 \$	81 786 \$	68 836 \$	315 \$	21 295 \$	90 446 \$
<b>Écarts d'acquisition</b>								
Produits laitiers	132 698 \$	- \$	209 989 \$	342 687 \$	132 698 \$	- \$	227 645 \$	360 343 \$
Produits d'épicerie	164 513	-	-	164 513	164 513	-	-	164 513
	297 211 \$	- \$	209 989 \$	507 200 \$	297 211 \$	- \$	227 645 \$	524 856 \$

## 19. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 18 avril 2005, la Société a acquis les activités de Fromage Côté S.A. et de Distributions Kingsey Inc. (un fabricant de fromages opérant au Canada) pour une considération en espèces de 52 900 000 \$, sujette à des ajustements. La répartition préliminaire du prix d'acquisition est la suivante: 10 900 000 \$ pour le fonds de roulement, 11 375 000 \$ pour les immobilisations et 30 625 000 \$ pour les éléments d'actif intangibles. La répartition finale du prix d'acquisition sera complétée au cours du prochain exercice.

Le 27 mai 2005, la Société a acquis les activités de Schneider Cheese, Inc. (un fabricant de fromages opérant aux États-Unis) pour une considération en espèces de 24 400 000 \$ US, sujette à des ajustements. La répartition préliminaire du prix d'acquisition est la suivante: 2 400 000 \$ US pour le fonds de roulement, 4 350 000 \$ US pour les immobilisations et 17 650 000 \$ US pour les éléments d'actif intangibles. La répartition finale du prix d'acquisition sera complétée au cours du prochain exercice.